

**Convention collective départementale**

IDCC : 887. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES DE L'EURE**

**(1<sup>er</sup> juillet 1976)**

(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,  
*Journal officiel* du 8 mai 1979)

---

**ACCORD DU 12 JUILLET 2005**

PORTANT CRÉATION DE L'OBLIGATION DE METTRE EN PLACE  
UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0551097M*

IDCC : 887

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de l'Eure,

D'une part, et

L'union des syndicats de la métallurgie de l'Eure FO ;

Les syndicats métallurgie d'Evreux et de Vernon-Gaillon CFDT ;

Le syndicat de la métallurgie de l'Eure CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord s'applique aux entreprises appartenant au champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de l'Eure défini par l'avenant du 14 mars 1994 étendu par arrêté du 10 janvier 1995 (*JO* du 19 janvier 1995).

**Article 2**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, l'employeur mettra en place, en faveur des mensuels qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès.

Cette garantie décès devra inclure le versement d'un capital, en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité 3<sup>e</sup> catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

### **Article 3**

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé à l'article 2, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,30 % du montant de la RAE du mensuel classé au coefficient 190. Cette cotisation sera calculée sur la base de la RAE en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera réduite *pro rata temporis*, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour les salariés embauchés en cours d'année ou dont le contrat de travail aura pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance, quel qu'il soit, existant dans l'entreprise.

### **Article 4**

Le présent accord sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 132-2-2-IV du code du travail et déposé conformément à l'article 132-10 du même code.

### **Article 5**

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord.

Fait à Evreux, le 12 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)